



« Fallait-il tuer Muammar Kadhafi ? » La question est pertinente au vu de la guerre civile larvée qui persiste en Libye depuis 2011. L'intervention des grandes puissances a conduit à la déstabilisation du Sahel, au pillage des gigantesques arsenaux du « Guide », à l'explosion des trafics en tout genre et à l'expansion du péril djihadiste de la Méditerranée à la Corne de l'Afrique. Président de la Commission de l'Union africaine lors de la crise libyenne, Jean Ping raconte (1) comment les dirigeants africains ont tenté d'empêcher une expédition aux relents coloniaux. Et souligne que l'Occident a tout fait pour étouffer les voix africaines opposées à une guerre qui devait faire au moins 50 000 victimes.



JEAN PING

EX-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

« Les pays occidentaux n'ont pas laissé l'Union africaine "entrer" dans cette histoire libyenne »

HD. En tant que président de la Commission de l'Union africaine, quelles étaient vos relations avec Kadhafi, qui présidait l'Union l'africaine en 2009 ?

Jean Ping. Elles étaient exécrables. Le problème avec Kadhafi, c'est qu'il croyait qu'il pouvait faire ce qu'il voulait. Et, bien évidemment, il m'était impossible de le suivre puisque j'étais comptable de mes actions devant les 54 chefs d'État de l'Union africaine.

HD. Qu'est-ce qui vous a motivé à écrire ce livre ?

J. P. Je crois qu'il était très important de restituer la vérité historique. L'Union africaine (UA) a été la seule organisation au monde à refuser l'intervention militaire étrangère en Libye et avait proposé une sortie de crise pacifique. Nous avons proposé un plan en cinq points, comprenant un cessez-le-feu immédiat, la mise en

place d'une transition politique consensuelle, c'est-à-dire excluant le maintien au pouvoir de Muammar Kadhafi, ce que la Libye avait accepté. La transition avait pour objet de préparer une Constitution, car la Libye n'en avait pas, et des institutions démocratiques en vue d'aller aux élections. Nous ne cherchions pas à changer un homme, nous voulions changer tout le système. Nous avions également prévenu tous les acteurs des risques de déstabilisation de l'ensemble de la région du Sahel et du continent africain.

HD. Que vous répondait-on ?

J. P. À Washington, nous avons été écoutés avec un certain intérêt. Mais on nous disait : « Même si Kadhafi a accepté votre plan, il ne le mettra pas en application. » Nous étions pourtant déjà à la recherche d'un lieu où Kadhafi pourrait partir en exil. Avec

cinq chefs d'État africains, ainsi que le commissaire algérien en charge à l'UA des questions de paix et de sécurité, nous avons tenté de mettre en œuvre le plan de sortie de crise adopté par l'Union africaine. Nous devions nous rendre, le 20 mars 2011, à Tripoli et, le 21, à Benghazi. Les bombardements de l'OTAN ont commencé le 19 mars, la veille de notre arrivée.

HD. À vous lire, on a le sentiment que la décision de mener cette guerre à son terme était déjà prise, et que les tentatives de médiation étaient donc condamnées à l'échec...

J. P. La résolution adoptée par le Conseil de sécurité était fondée sur une série de ruses. Il était au départ question de protection des populations civiles et d'aide humanitaire. Il y avait un danger pour les populations civiles de Benghazi, mais nous n'étions absolument pas convaincus

qu'il existait un risque de génocide, comme certains l'ont prétendu. Nous avions conscience, dès la reconnaissance en 2005 du concept de la « responsabilité de protéger », que les grandes puissances se serviraient du prétexte de l'ingérence humanitaire pour atteindre d'autres objectifs. Avec la résolution 1973, nous avons vu la Chine et la Russie s'abstenir. Par contre, les trois pays africains qui siégeaient alors au Conseil de sécurité de l'ONU (Gabon, Afrique du Sud, Nigeria) ont voté en faveur de cette résolution. Puis l'OTAN a été chargée de mettre en œuvre cette résolution au cours du sommet de Paris (2). Deux heures après ce sommet, les bombardements commençaient. On peut donc penser qu'il s'agissait d'un plan mis en œuvre avant et exécuté le plus rapidement possible afin de court-circuiter l'Union africaine.



AFP PHOTO FRANK TFE

RÉPÈRES

13 JANVIER 2011. Premières manifestations en Libye réclamant des réformes, voire le départ de Kadhafi.

17 FÉVRIER. Manifestations et violents affrontements armés à Benghazi.

21 FÉVRIER. La contestation s'étend à Tripoli. Le cheikh Qaradawi, éminence grise des Frères musulmans réfugié au Qatar, appelle à l'assassinat de Kadhafi.

28 FÉVRIER. Au lendemain de la constitution du Conseil national de transition (CNT), les États-Unis déploient plusieurs navires au large des côtes libyennes.

17 MARS. Vote de la résolution 1973 au Conseil de sécurité de l'ONU, bientôt suivi des premiers bombardements de l'OTAN.

20 OCTOBRE. Après plusieurs mois de combats, Syrte, le dernier bastion des pro-Kadhafi, tombe aux mains des insurgés. Le « Guide » est exécuté le même jour après avoir tenté de fuir la ville.

Nous n'avions pas de preuve écrite, mais nous étions convaincus que la décision était prise de liquider Kadhafi. Lors de mes discussions avec des responsables de l'OTAN, je voulais savoir quels étaient leurs objectifs, puisque nous étions passés de l'établissement d'une zone de protection aérienne à une participation active à ce qui était devenu une guerre civile. Je leur disais : « Est-ce qu'en tuant Kadhafi vous allez régler le problème ? Partout où vous êtes intervenus, en Irak, en Afghanistan, les résultats sont-ils probants ? » En revanche, là où il n'y a pas eu d'intervention militaire pour résoudre une crise politique – on pourrait citer la Tunisie, l'Algérie ou encore le Yémen –, on a pu préserver autant que faire se peut la paix et trouver une solution qui ne plonge pas le pays dans le chaos.

HD. Pourquoi cette obstination de la France, des États-Unis ou encore de la Grande-Bretagne à vouloir liquider physiquement Kadhafi ?

J. P. Je crois que les cas libyen et irakien présentent des similitudes, à la différence notable que Kadhafi s'était « assagi ». Il était redevenu fréquentable, il coopérait avec tous les services secrets occidentaux, le président Sarkozy s'était rendu en Libye

« EST-CE QU'EN FAISANT TUER KADHAFI, VOUS ALLEZ RÉGLER LE PROBLÈME ? EN IRAK, EN AFGHANISTAN, VOS RÉSULTATS SONT-ILS PROBANTS ? »

JEAN PING S'ADRESSANT À DES REPRÉSENTANTS DE L'OTAN.

En 2007, Sarkozy recevait le « Guide de la révolution » à l'Élysée. En remerciement d'un financement de campagne ? Quatre ans plus tard, la France était favorable à la liquidation de Kadhafi.

après la libération des infirmeries bulgares... On peut avancer plusieurs hypothèses : le pétrole libyen, dont les abondantes réserves sont situées juste en face de l'Europe, un désir de vengeance envers un homme qui avait commis dans le passé quantité d'actes criminels ; des raisons électoralistes internes. Kadhafi croyait également que le continent africain était sa chasse gardée.

HD. Dans votre livre, vous évoquez le chiffre de 50 000 morts liés à l'intervention de l'OTAN en Libye. D'où tenez-vous ce chiffre ?

J. P. Ce sont les chiffres qui ont circulé au sein de l'Union africaine. Peu importe qui les communiquait, qu'il s'agisse de sources internes ou encore de la Croix-Rouge. Et encore, cela faisait partie des estimations les plus basses. Mais en Libye, personne ne comptait les morts, c'est donc qu'il y avait la volonté de cacher quelque chose. Même si Kadhafi avait mené à bien son projet d'intervenir militairement à Benghazi, jamais les pertes n'auraient été aussi nombreuses.

HD. En toile de fond de votre livre, on ressent un profond sentiment d'humiliation de la part des Africains face à une forme de reconquête du continent par les puissances européennes...

J. P. Je ne suis pas sûr qu'il faille parler d'un processus de reconquête : l'Afrique a-t-elle d'ailleurs vraiment été décolonisée ? Je parle plutôt du préjugé consistant à vouloir faire le bonheur des Africains malgré eux. C'est une attitude péjorative et humiliante, que l'on peut rattacher au discours de Dakar prononcé par Nicolas Sarkozy, affirmant que les Africains ne sont pas encore rentrés dans l'histoire. Les pays occidentaux n'ont effectivement pas laissé l'Union africaine « entrer » dans cette histoire libyenne. Pourtant, le continent africain compte plus d'un milliard d'habitants, le double de la population européenne, pour une superficie dix fois plus importante. Comment peut-on croire que la marginalisation de l'Afrique puisse durer indéfiniment ?

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARC DE MIRAMON

mdeiramon@humadimanche.fr

(1) « Éclipse sur l'Afrique. Fallait-il tuer Kadhafi ? » de Jean Ping, Éditions Michalon, 2014, 220 pages, 17 euros.

(2) Sommet international réunissant l'Union européenne et la Ligue arabe, en présence du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et de la responsable de la diplomatie américaine, Hillary Clinton. Aucun chef d'État africain ne fera le déplacement.